

DECLARATION FNEC FP-FO
CDEN de repli
8 juillet 2024

Monsieur le préfet,
Monsieur l'Inspecteur d'académie
Mesdames et messieurs les inspecteurs,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN

Nous ne pouvons qu'exprimer notre soulagement, après 1 mois d'incertitudes dans lequel nous a plongé le président Macron. Suite à sa défaite aux élections européennes il a décidé de dissoudre l'assemblée nationale, au moment où le RN faisait un score extrêmement élevé, jouant ainsi avec notre démocratie, quitte à laisser le pouvoir à un parti réactionnaire, xénophobe, raciste et antisémite. Force est de constater que sa stratégie n'a pas fonctionné, les résultats des élections d'hier marquent un rejet clair des politiques qui depuis des décennies ont attaqué les droits des travailleurs et de la jeunesse, et qui se sont efforcés de faire baisser le coût du travail, de s'attaquer aux chômeurs, de pointer du doigt les travailleurs d'origine étrangère et leur famille, de saccager les services publics dont l'Ecole publique garante du droit à l'instruction et à des qualifications reconnues pour tous. Une politique aggravée sous la présidence d'Emmanuel Macron : démolition de pans entiers du Code du travail, du Statut et de l'Assurance chômage, loi immigration, loi retraite, recours systématique à l'article 49.3, répression inédite des mouvements sociaux et de la jeunesse, marche à l'économie de guerre...

Notre fédération s'est toujours opposée à la politique répressive, réactionnaire et antisociale des gouvernements de M. Macron qui renforce les inégalités, précarise une part toujours croissante de la population et divise les individus. Cette politique au service des plus riches rejetée par les citoyens, est dangereuse pour notre démocratie comme en témoigne la période que nous venons de vivre.

Dans l'Education Nationale, depuis des mois, les personnels expriment leur rejet de cette politique : puissant mouvement contre la réforme des retraites; grèves reconductibles, rassemblement des chefs d'établissement ID-FO et réunions publiques contre le "choc des savoirs"; multiplication des rassemblements d'enseignants et de parents du 1er degré contre la carte scolaire sous vos fenêtres des centaines de manifestants, mobilisation pour le recrutement de la liste complémentaire et le renouvellement des contractuels !

Hier contre tous, le vote pour un programme de rupture a créé la surprise et déjoué les pronostics des médias et des sondeurs, au service du capital et de ses milliardaires. Le vote pour un programme en faveur des services publics, patrimoine de ceux « qui ne sont rien », pour réduire les inégalités sociales et économiques, terreau de toutes les discriminations, est sorti vainqueur de ces élections. Le président Macron, qui est resté tant de fois sourd à l'expression du peuple, doit respecter le vote et nommer un premier ministre en conséquence. Les revendications des salariés et de leurs syndicats doivent être immédiatement satisfaites.

Dans notre département, ce sont les fermetures de classes contestées qui doivent être annulées : Calas Dupont, Billières, Simone Veil, Michelet, Paul Dottin, Courrèges, Camille Claudel, Jules Ferry de Toulouse ou encore à l'école primaire de Labastide Saint Sernin, la maternelle Gaston Bonheur et celle de Cabanis à Balma, l'élémentaire Comtesse de Ségur de Verfeil, la maternelle Marcel Pagnol d'Escalquens, la primaire Génibrat de Fontenilles, la maternelle Aérogare de Blagnac, les écoles de

Cornebarrieu, l'école élémentaire le Petit Train à Tournefeuille, la maternelle Hélène Boucher à Colomiers, la maternelle Pierre Fons de Muret, l'école primaire de la Magdelaine sur Tarn, l'élémentaire Belbèze de L'Union, la primaire Pablo Picasso de Tournefeuille ; et les ouvertures demandées qui doivent être actées notamment RPI Lavalette Gauré, l'élémentaire de l'Autan de Labège, l'école maternelle de Miremont, la maternelle du Chêne Vert à Gagnac sur Garonne.....

C'est la création des postes de remplaçants nécessaires, pour ne plus avoir des dizaines de classes non remplacées chaque jour, avec des propositions d'organisation ubuesques. C'est aussi la création de postes et de places nécessaires en ESMS alors que des centaines d'enfants attendent une place en établissements spécialisés et qu'aucune solution n'est proposée si ce n'est parfois la déscolarisation, privant ainsi totalement ces élèves de leur droit aux soins et à un enseignement adapté à leur besoin. C'est encore le rétablissement des RASED décimés ces dernières années pour pouvoir aider les élèves et leurs enseignants. Le recrutement sous statut de fonctionnaire, d'AESH en nombre suffisant correspondant aux notifications MDPH et à la création d'une brigade de remplaçants AESH.

C'est l'acceptation des demandes de Temps Partiels pour ne pas augmenter les problématiques des enseignants et par là même les risques psycho-sociaux (vu la stagnation des salaires et l'inflation galopante, on comprend facilement qu'un professeur des écoles ne demande pas à perdre du salaire sans raison !).

Notre département manque de moyens, ce que vous ne niez pas. Mais vous n'avez aucune solution et au quotidien ce sont les collègues sur le terrain qui subissent cette pénurie. Les collègues refusent de continuer dans cette déroute, ils n'acceptent pas la dégradation continue de leurs conditions de travail. La FNEC FP FO vous demande d'exiger auprès du ministère des postes supplémentaires, le recrutement de l'intégralité de la liste complémentaire, son réabondement si nécessaire, et le renouvellement des collègues contractuels qui le souhaitent.

Plus que jamais la FNEC FP FO demande au futur gouvernement :

- L'Abrogation de la réforme des retraites et le retour à la retraite à 60 ans.
- La fin de l'économie de guerre et de l'argent pour les services publics.
- L'annulation de toutes les coupes budgétaires et des suppressions de postes, le recrutement à hauteur des besoins.
- L'augmentation des salaires et l'abandon du Pacte.
- L'abrogation du « choc des savoirs » et de toutes les contre-réformes.
- L'abandon de Parcoursup et du SNU.
- Le retrait du projet de réforme Guerini de destruction de la Fonction publique et des statuts.
- Le retrait de la réforme de l'assurance-chômage.
- L'arrêt de la répression à l'encontre des lycéens, des étudiants et des militants, notamment en lien avec la demande de cessez le feu à Gaza.